



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 octobre 1999  
Français  
Original: espagnol

---

## Cinquante-quatrième session

Point 92 de l'ordre du jour

### **Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies**

#### **Rapport de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)**

*Rapporteur* : M. Gualberto **Rodríguez San Martín** (Bolivie)

## **I. Introduction**

1. À sa 3e séance plénière, le 17 septembre 1999, l'Assemblée générale a décidé, sur la recommandation du Bureau, d'inscrire à l'ordre du jour de sa cinquante-quatrième session la question intitulée «Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies» et de la renvoyer à la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission).
2. À sa 2e séance, le 22 septembre 1999, la Quatrième Commission a décidé de tenir un débat général sur les points 18, 92, 93, 94 et 12, et 95. Ce débat a eu lieu aux 3e à 6e séances, du 4 au 7 octobre (voir A/C.4/54/SR.3 à 6). La Commission a pris une décision sur le point 92 à sa 7e séance, le 8 octobre (voir A/C.4/54/SR.7).
3. Pour l'examen de ce point, la Commission était saisie des documents suivants :
  - a) Les chapitres du rapport du Comité spécial chargé d'étudier la question en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux qui ont trait à cette question [A/54/23 (Part II), chap. VIII et A/54/23 (Part III), chap. XIII]<sup>1</sup>;
  - b) Le rapport du Secrétaire général (A/54/343).

---

<sup>1</sup> À paraître dans les *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 23* (A/54/23).

## II. Examen du projet de résolution figurant dans le document A/54/23 (Part III), chapitre XIII, section A

1. À la 3e séance, le 4 octobre, le Rapporteur du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux a fait une déclaration dans laquelle il a exposé les activités que le Comité spécial avait consacrées à la question en 1999 et appelé l'attention sur les chapitres VIII et XIII du rapport du Comité [voir A/54/23 (Part II et Part III)], ce dernier chapitre contenant entre autres le projet de résolution sur cette question soumis par le Comité spécial à l'examen de la Quatrième Commission

2. À sa 7e séance, le 8 octobre, la Quatrième Commission a adopté le projet de résolution I figurant à la section A du chapitre XIII du rapport du Comité spécial [A/54/23 (Part III)] par 84 voix contre zéro, avec 5 abstentions (voir par. 8). Il a été procédé au vote enregistré et les voix sont réparties comme suit<sup>2</sup> :

### *Ont voté pour :*

Algérie, Afrique du Sud, Allemagne, Andorre, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Belgique, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Équateur, Espagne, Finlande, Ghana, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Kazakhstan, Koweït, Luxembourg, Maldives, Malte, Mexique, Myanmar, Namibie, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Sainte-Lucie, Saint-Marin, Sénégal, Singapour, Suède, Thaïlande, Tunisie, Turquie, Ukraine, Yémen.

### *Ont voté contre :*

Néant.

### *Se sont abstenus :*

France, États-Unis d'Amérique, Israël, Monaco, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Le représentant des États-Unis d'Amérique a fait une déclaration (voir A/C.4/54/SR. 7).

4. Le représentant du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a expliqué son vote après le vote (voir A/C.4/54/SR.7).

<sup>2</sup> Par la suite, les délégations des pays ci-après ont fait savoir que si elles avaient été présentes lors du vote, elles auraient voté pour : Bénin, Botswana, Burundi, Cambodge, Côte d'Ivoire, Géorgie, Grèce, Grenade, Fédération de Russie, Lituanie, Malaisie, Mozambique, Népal, Ouganda, Philippines, Venezuela, Viet Nam, Zambie et Zimbabwe.

### III. Recommandation de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission)

5. La Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation (Quatrième Commission) recommande à l'Assemblée générale d'adopter le projet de résolution suivant :

#### **Renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies**

*L'Assemblée générale,*

*Ayant examiné* le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies<sup>3</sup>, ainsi que les mesures prises par le Comité spécial à propos de ces renseignements,

*Ayant également examiné* le rapport du Secrétaire général sur la question<sup>4</sup>,

*Rappelant* sa résolution 1970 (XVIII) du 16 décembre 1963, dans laquelle elle a prié le Comité spécial d'étudier les renseignements communiqués au Secrétaire général en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte et d'en tenir pleinement compte lors de l'examen de la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, qui figure dans la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1960,

*Rappelant également* sa résolution 53/60 du 3 décembre 1998, dans laquelle elle a prié le Comité spécial de continuer de s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées dans la résolution 1970 (XVIII),

*Soulignant* qu'il importe que les puissances administrantes communiquent en temps voulu des renseignements adéquats, conformément à l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte, en particulier pour l'établissement par le Secrétariat des documents de travail relatifs aux territoires concernés,

1. *Approuve* le chapitre qui, dans le rapport du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, a trait aux renseignements relatifs aux territoires non autonomes, communiqués en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte des Nations Unies<sup>3</sup>;

2. *Réaffirme* que tant qu'elle n'a pas elle-même établi qu'un territoire non autonome s'administre complètement lui-même au sens du Chapitre XI de la Charte, la puissance administrante concernée devrait continuer de communiquer des renseignements au sujet de ce territoire en vertu de l'alinéa e de l'Article 73 de la Charte;

<sup>3</sup> A/54/23 (Part II), chap. VIII; pour le texte définitif, voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-quatrième session, Supplément No 23 (A/54/23)*.

<sup>4</sup> A/54/343.

3. *Prie* les puissances administrantes concernées de communiquer ou de continuer de communiquer au Secrétaire général les renseignements demandés à l'alinéa *e* de l'Article 73 de la Charte, ainsi que des renseignements aussi complets que possible sur l'évolution politique et constitutionnelle des territoires en question, dans les six mois suivant l'expiration de l'exercice administratif dans ces territoires;

4. *Prie* le Secrétaire général de continuer de veiller à ce que les renseignements voulus soient tirés de toutes les publications disponibles au moment où sont rédigés les documents de travail relatifs aux territoires concernés;

5. *Prie* le Comité spécial de continuer de s'acquitter des fonctions qui lui ont été confiées par sa résolution 1970 (XVIII), conformément aux procédures établies, et de lui rendre compte à ce sujet à sa cinquante-cinquième session.

---